

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

23 FÉVRIER 1952.

23 FEBRUARI 1952.

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

WETSONTWERP

houdende wijziging in de wet van 1 October 1947 betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen.

I. — AMENDEMENTS

PRÉSENTES PAR LE GOUVERNEMENT

AU TEXTE
PROPOSE PAR LA COMMISSION.

I. — AMENDEMENTEN

INGEDIEND DOOR DE REGERING

OP DE TEKST
VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

Art. 6.

Art. 6.

Libeller comme suit le littéra b) du § 3 :

Littera b) van § 3 doen luiden als volgt :

« b) soit à la reconstruction de son bien à un autre emplacement sur le territoire national ou sur celui du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. »

« b) hetzij aan de wederopbouw van zijn goed op een andere plaats op 's lands grondgebied of op dit van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi. »

JUSTIFICATION.

VERANTWOORDING.

Un amendement tendant à permettre la reconstruction des biens sinistrés sur le territoire du Congo Belge avait été introduit auprès de la Commission de la Reconstruction de la Chambre. Cet amendement a été rejeté.

Le Gouvernement estime, après nouvel examen, que les raisons militent en faveur de l'extension proposée se justifient et qu'il y a lieu de faire droit aux demandes de nos compatriotes établis au Congo Belge, prolongement de la mère-patrie. Le Gouvernement est persuadé que cette mesure ne pourra que resserrer davantage les liens qui unissent la Colonie à la Belgique.

Bij de Kamercommissie voor de Wederopbouw werd een amendement ingediend dat er toe strekt de wederopbouw van de geteisterde goederen op het grondgebied van Belgisch-Congo toe te laten. Dit amendement werd verworpen.

De Regering, na de kwestie opnieuw te hebben bestudeerd, is van oordeel dat de redenen, die pleiten voor de voorgestelde uitbreiding gerechtvaardigd zijn en dat het past in te gaan op de aanvragen van onze landgenoten, die gevestigd zijn in Belgisch-Congo, voortzetting van het moederland. De Regering is er van overtuigd, dat de banden die de Kolonie met België verbinden door deze maatregel nauwer zullen toegehaald worden.

Art. 7.

Art. 7.

1. — Au § 1^{er}, modifier comme suit le littéra a) du 1^o :

1. — In § 1, littera a) van 1^o wijzigen als volgt :

« a) le pourcentage de vétusté matérielle et économique qui affectait le bien au moment du sinistre. »

« a) Het percent materiële en economische ouderdoms-sleet, dat op het ogenblik van het schadegeval het goed bezwaarde. »

Voir :

557 (1950-1951) : Projet de loi.
642, 643, 644, 645, 646 (1950-1951), 15, 20, 25, 45, 69 et 95 : Amendements.
209 : Rapport.
210, 223 et 232 : Amendements.

Zie :

557 (1950-1951) : Wetsontwerp.
642, 643, 644, 645, 646 (1950-1951), 15, 20, 25, 45, 69 en 95 : Amendementen.
209 : Verslag.
210, 223 en 232 : Amendementen.

G.

JUSTIFICATION.

Le projet de loi déposé par le gouvernement, en adjoignant à l'expression « le pourcentage de vétusté » dont usait l'article 9 de la loi du 1^{er} octobre 1947, les mots « matérielle et économique » apportait à la susdite loi une précision de pure forme.

Le législateur de 1947 a évidemment entendu viser la vétusté matérielle et la vétusté économique. Doctrine et jurisprudence s'accordent sur ce point. Ainsi le rapporteur de la loi à la Chambre, M. Vranckx, dans son ouvrage « La Réparation des dommages de guerre aux biens » n^{os} 191 et 192, rappelle que « depuis la législation postérieure à la » première guerre mondiale on distingue entre la vétusté naturelle ou » matérielle et la vétusté économique ».

M. Van Houtte (cfr. son livre « La Réparation des dommages de guerre aux biens privés », n^{os} 303 et suivants) rappelle également la même vérité. La jurisprudence de toutes les commissions d'appel du pays a confirmé cette manière de voir, et celle-ci se retrouve identiquement dans les législations étrangères.

Le gouvernement avait, en outre, entendu préciser que la partie du dommage réparée intégralement en application des dispositions de l'article 9 régissant cette matière ne devait subir aucune déduction du chef de vétusté, tant économique que matérielle.

L'amendement apporté par la Commission de la Reconstruction au texte qui lui avait été soumis constitue par conséquent un amendement de fond dont l'incidence financière est particulièrement grave, voire même non calculable, et auquel le gouvernement ne peut se rallier.

D'autre part, en équité, le principe même de cette modification ne peut être retenu. Dans le droit commun de la responsabilité civile, la jurisprudence a dégagé, de la notion même de réparation intégrale, (laquelle tend, par définition, comme le rappelait, en matière immobilière, l'article 9, § 1^{er}, A, 2^o, alinéa 2 de la loi du 1^{er} octobre 1947 « à remettre l'immeuble dans l'état où il se trouverait s'il n'avait pas subi de dommages »), la nécessité de délimiter exactement l'étendue du dommage. Réparer intégralement la perte d'un bien corporel, c'est pour le juge civil, accorder la contre-valeur, au moment où il rend sa décision, du bien perdu, dans son état au moment du sinistre, c'est-à-dire, compte tenu de la vétusté tant économique que matérielle, constatée à ce moment.

Ne pas déduire de la valeur de reconstitution la vétusté, tant économique que matérielle, c'est, de toute évidence, incorporer à la base d'indemnisation un élément extérieur au dommage. C'est ce qu'a fait remarquer le rapporteur de la loi de 1947, M. Vranckx, dans son premier rapport (Ch. Représ. 1946, doc. 208, page 30), lorsque, visant les sinistrés appelés à bénéficier du privilège, par essence exceptionnel, de la non-déduction de la vétusté, il s'exprime comme suit : « Ils jouissent d'un avantage spécial. Ils pourront recevoir au delà de l'indemnisation intégrale. En effet, dans la fixation de l'indemnité, il ne sera pas tenu compte du pourcentage de vétusté qui affectait le bien au moment du sinistre. Cette disposition a été inspirée par le souci d'assurer à une catégorie de petites gens la possibilité de reconstruire. » Tels les vieux pensionnés, les gens aux ressources modiques, qui auraient été retenus par la crainte de devoir emprunter de l'argent, dont l'intérêt aurait grevé leurs maigres ressources. »

Cet « avantage spécial » dont parle le rapporteur, le projet de loi déposé par le gouvernement précédent l'a maintenu, tout en améliorant et en simplifiant ses conditions d'application. Le gouvernement se réfère, sur ce point, à l'exposé des motifs du projet. Il entend maintenir dans ces strictes limites cet « avantage considérable, qui permettra quelquefois au sinistré jouissant par ailleurs du bénéfice de la réparation de dommages de guerre, une somme supérieure à la valeur, adaptée au prix du jour, de l'immeuble détruit. » (Van Houtte, ouvrage déjà cité, n^o 306). Un avantage aussi exorbitant du droit commun ne se conçoit, en effet, que dans de strictes limites. Il faut noter que notre législation assure aux sinistrés modestes, en cas de destruction d'un immeuble d'habitation, sans déduction de vétusté, une indemnité qui correspond au coût réel de construction d'un immeuble de moyenne importance.

Dans la mesure où des considérations sociales et d'intérêt général peuvent justifier cette faveur exceptionnelle, celle-ci est inscrite dans la loi. La réforme de la Commission est donc, à cet égard, sans fondement. Le gouvernement, par le présent amendement, entend simplement rester fidèle à l'esprit de la loi du 1^{er} octobre 1947. L'exposé des motifs du projet de loi a d'ailleurs expressément souligné l'impossibilité « de s'écarter des règles fondamentales découlant de la loi du 1^{er} octobre 1947 ».

Les mêmes motifs conduisent le gouvernement à écarter la suggestion de limiter, soit par la voie législative, soit par la voie administrative, la déduction de la vétusté économique et matérielle à un certain pour-

VERANTWOORDING.

Door aan de uitdrukking « het percent ouderdomssleet », die in artikel 9 der wet van 1 October 1947 gebezigd werd, de woorden « materiële en economische » toe te voegen, wilde het door de Regering ingediende wetsontwerp een louter formele verduidelijking aanbrengen in genoemde wet.

De wetgever van 1947 beoogde natuurlijk én de materiële én de economische ouderdomssleet. De doctrine en de rechtspraak zijn het hierover eens. Zo brengt de heer M. Vranckx, verslaggever voor de wet bij de Kamer, in zijn werk « De Herstelling der Oorlogsschade aan Goederen » (N^{os} 191 en 192) in herinnering : « sedert de wetgeving op de oorlogsschade die tot stand kwam na de eerste wereldoorlog, onderscheidt men de natuurlijke of materiële ouderdomssleet en de economische ouderdomssleet. »

De heer Van Houtte (cfr. zijn boek « De Herstelling der Oorlogsschade aan Private Goederen », n^{os} 303 en volgende) herinnert eveneens aan deze waarheid. De rechtspraak van alle commissies van beroep in ons land heeft deze zienswijze, die men overigens volledig terugvindt in de buitenlandse wetgevingen, bevestigd.

De Regering heeft bovendien willen preciseren dat het deel der schade, dat bij toepassing van de ter zake geldende bepalingen van artikel 8 integraal vergoed wordt, geen enkele aftrekking diende te ondergaan noch uit hoofde van economische noch uit hoofde van materiële ouderdomssleet.

Het amendement, dat de Commissie voor de Wederopbouw aangebracht heeft in de tekst die haar werd voorgelegd, is dus een amendement, dat de grond der zaak betreft en waarvan de financiële weerslag zeer ernstig, ja zelfs onberekenbaar is, zodat de Regering er niet kan op ingaan.

Anderdeels kan, billijkheidshalve, het beginsel zelf van deze wijziging niet aanvaard worden. In het gemeen recht over de burgerlijke aansprakelijkheid heeft de rechtspraak uit het begrip zelf der integrale vergoeding (die er naar bepaling en zoals, in onroerende zaken, bij artikel 9, paragraaf 1, A, 2^o, lid 2 der wet van 1 October 1947 in herinnering werd gebracht, toe strekt « het onroerend goed in de staat te herstellen waarin het zich zou bevinden moest het geen schade hebben geleden »), de noodzakelijkheid afgeleid de omvang van de schade nauwkeurig af te bakenen. Het verlies van een lichamelijk goed integraal vergoeden komt voor de burgerlijke rechter hierop neer de tegenwaarde toe te kennen, die het verloren goed op het ogenblik dat hij zijn beslissing wijst zou gehad hebben in zijn toestand op het ogenblik van het schadegeval, d.w.z. rekening houdend met de op bedoeld tijdstip vastgestelde ouderdomssleet, zo economische als materiële.

Moest men zowel de economische als de materiële ouderdomssleet niet aftrekken van de wedersamenstellingswaarde, dan zou men klaarblijkelijk in de vergoedingsgrondslagen een factor opnemen, die buiten de schade staat. Dit is het waarop de verslaggever van de wet van 1947, de heer Vranckx, in zijn eerste verslag (Kamer der Volksvertegenwoordigers, 1946, stuk 208, biz. 30) heeft willen wijzen toen hij doelend op de getroffen en die het uiteraard uitzonderlijk voordeel der niet-aftrekking van de ouderdomssleet zouden genieten, zich in volgende bewoordingen uitdrukte : « Zij genieten een bijzonder voordeel. Zij kunnen meer verkrijgen dan de volledige schadevergoeding. Er zal, inderdaad, bij het vaststellen van de vergoeding, geen rekening worden gehouden met het percentage van ouderdomssleet van het goed op het ogenblik van het schadegeval. Deze bepaling werd ingegeven door de bekommernis om aan de categorie van kleine lieden de mogelijkheid van wederopbouw te verlenen. Namelijk oude gepensioneerden, mensen met bescheiden inkomsten, die er zouden voor teruggeschrokken zijn geld te ontfangen, waarvan de interest hun magere inkomsten zou bezwaard hebben. »

Het door de vorige Regering ingediende wetsontwerp heeft dit « bijzonder voordeel », waarvan de verslaggever gewag maakt, behouden en tevens de toepassingsvoorwaarden er van verbeterd en vereenvoudigd. Op dit stuk verwijst de Regering naar de memorie van toelichting bij het ontwerp. Zij wil « dit aanzienlijk voordeel waardoor de getroffen, die overigens het genot der integrale vergoeding geniet, soms als vergoeding voor oorlogsschade een bedrag kan bekomen dat groter is dan de aan de thans geldende prijzen aangepaste waarde van het vernield onroerend goed, (Van Houtte, voornoemd werk, n^o 306) », binnen strenge perken houden. Een zozeer van het gemeen recht afwijkend voordeel is slechts denkbaar binnen strenge perken. Er dient te worden opgemerkt dat onze wetgeving, bij vernieling van een woonhuis, aan de getroffen, zonder aftrekking der ouderdomssleet een vergoeding verzekert, die overeenstemt met de huidige aanbouwkosten van een woning van middelmatige omvang.

Voor zover overwegingen van sociale aard of van algemeen nut deze uitzonderlijke gunstmaatregel rechtvaardigen, werd zij in de wet opgenomen. De door de commissie voorgestelde omvorming is in dit opzicht dus ongegrond. Met het huidige amendement wil de Regering eenvoudig getrouw blijven aan de geest der wet van 1 October 1947.

De memorie van toelichting bij het wetsontwerp wijst overigens uitdrukkelijk op de onmogelijkheid af te wijken van de grondregelen welke uit de wet van 1 October 1947 voortvloeien.

Dezelfde redenen leiden er toe het voorstel van de hand te wijzen volgens welk de aftrekking der economische en materiële ouderdomssleet, langs wetgevende of administratieve weg, tot een zeker percent

centage de la valeur de reconstitution. Notons, au passage, qu'une disposition semblable, prise par voie de circulaire, serait nécessairement dépourvue de fondement légal (cfr. en ce sens, l'observation pertinente formulée par M. Digneffe, lors de la séance du Sénat du 19 juillet 1921, Ann. parl., Sénat 1921, p. 785), et que le caractère injustifié du principe même des pourcentages maximum de vétusté a été reconnu lors de l'expérience qui en a été faite en Belgique dans la réparation des dommages de guerre 1914-1918. Il fallut donc alors y renoncer.

Les considérations émises ci-dessus à propos des immeubles d'habitation s'appliquent, a fortiori, lorsqu'il s'agit de biens commerciaux, professionnels ou industriels, car il est incontestable qu'en ce domaine les immeubles et le matériel se déprécient assez rapidement par vétusté économique.

Le problème de la détermination de la vétusté, tant économique que matérielle, est essentiellement un problème de cas d'espèce et de fait, appelant l'expertise technique et relevant de par sa nature, de l'appréciation souveraine et de la conscience du juge du fond. L'on peut faire confiance, à cet égard, comme par le passé, aux directions provinciales ainsi qu'au rôle correctif qu'exercent sur les évaluations les commissions d'appel.

2. — Au § 1^{er}, modifier comme suit le 3^o du 4^o :

« 3^o successivement les biens visés au présent article,
» § 1^{er}, G, D, E et F. »

JUSTIFICATION.

Le présent amendement a pour objet de rectifier l'ordre d'imputation de l'abattement. L'article 9, § 1^{er}, G (nouveau), crée une catégorie nouvelle de biens sinistrés, celles des locaux d'habitation. C'est par erreur qu'en ce qui concerne l'ordre d'imputation de l'abattement, cette catégorie nouvelle a été placée en dernier lieu dans le projet de loi déposé par le gouvernement précédent. Il convient, en réalité, qu'elle prenne place immédiatement après les fonds de terre, bâtiments, navires et bateaux. Ce nouveau classement correspond à la nature de ces biens.

3. — Au § 2. — supprimer le 4^o du littéra A.

JUSTIFICATION.

Ce texte a été introduit par la Commission de la Reconstruction de la Chambre en vue de prévoir une intervention de l'Etat dans le coût des travaux supplémentaires imposés au sinistré par l'administration de l'urbanisme ou les pouvoirs locaux.

Ce problème fait l'objet d'un amendement du gouvernement, qui propose, à cette fin, l'introduction d'un article 67bis remanié, où l'ensemble de la question est traité.

4. — Au § 2, in fine du littéra B, ajouter un 4^o libellé comme suit :

« 4^o à concurrence des deux tiers des sommes dépassant
» 5.000 francs, des allocations en espèces ou en nature
» allouées par les organismes publics de secours aux sinis-
» trés. »

JUSTIFICATION.

Cette disposition, qui constituait l'article 9, § 2, B, 4^o, de la loi du 1^{er} octobre 1947, avait été maintenue dans le projet de loi déposé par le gouvernement précédent. La Commission de Reconstruction de la Chambre a supprimé ce texte.

Le gouvernement propose la réintroduction de cette règle.

Comme l'indique M. Vranckx (« La Réparation des dommages de guerre aux biens », n° 249), elle figurait déjà dans la proposition de loi Marchand (Basy). Celle-ci en a donné la justification suivante :

« Il en est ainsi des secours en espèces ou en nature alloués par les
» organismes publics de secours aux sinistrés, et notamment par le
» Fonds National de Secours aux Sinistrés. Certes, ces secours, dans
» beaucoup de cas, ont couvert les dépenses les plus urgentes de ceux
» qui étaient privés par la guerre de tout moyen d'existence. Ils doi-
» vent, dans cette mesure, être considérés comme définitivement acquis.
» Mais souvent aussi, les dits secours ont véritablement pourvu à la
» réinstallation des sinistrés. Sous peine de commettre vis-à-vis des
» sinistrés moins favorisés une injustice flagrante, il faut imputer ces
» secours sur l'indemnité. C'est pour concilier ces points de vue que le
» projet prévoit qu'il ne sera pas tenu compte des secours qui ne dépas-
» sent pas 5.000 francs et qu'il ne sera imputé que les deux tiers de ce
» qui dépasse cette somme. De plus, la valeur des secours en nature

der wedersamenstellingswaarde beperkt zou worden. Wijzen wij er terloops op dat dergelijke bepaling, genomen bij wijze van rondschriften, onvermijdelijk alle wettelijke grondslag zou missen (cfr. in die zin, de rake opmerking door de heer Digneffe gemaakt tijdens de Senaatsvergadering dd. 10 Juli 1921, Parlementaire Handelingen, Senaat 1921, blz. 785) en dat tijdens het experiment, dat in België naar aanleiding van de herstelling der oorlogsschade 1914-1918 werd gedaan, erkend werd dat het principe zelf der maximale vetustepercentages niet gerechtvaardigd is. Men diende er alsdan van af te zien.

De overwegingen, die hierboven gemaakt werden in verband met de woonhuizen, zijn, a fortiori, van toepassing waar het gaat over handels-, bedrijfs- of nijverheidsgoederen, want het valt niet te betwisten dat, op dit gebied, de onroerende goederen en het materieel zeer vlug van hun waarde verliezen door de economische ouderdomssleet.

De bepaling van de ouderdomssleet, zowel economische als materiële, is uiteraard een probleem van specifieke en feitelijke gevallen, dat een technische expertise vergt en wegens zijn aard aan de soevereine beoordeling en aan het geweten van de rechter ten gronde overgelaten moeten worden. In dit opzicht kan, zoals in het verleden, vertrouwen worden gesteld in de provinciale directies alsook in de corrigerende rol welke de commissies van beroep in zake ramingen vervullen.

2. — In § 1, het 3^o van 4^o als volgt wijzigen :

« 3^o achtereenvolgens de goederen, bedoeld in dit artikel
» § 1, G, D, E en F. »

VERANTWOORDING.

Onderhavig amendement heeft tot doel de volgorde voor het aanrekenen van het abattement te verbeteren. Bij artikel 9, § 1, G (nieuw) wordt een nieuwe categorie van geteisterde goederen ingevoerd, nl. die van de woonlokalen. Deze categorie werd bij vergissing, in zake volgorde voor de aanrekening van het abattement, achteraan gerangschikt in het ontwerp, dat door de vorige Regering werd ingediend. In werkelijkheid past het dat zij rang neme onmiddellijk na de grondeigendommen, gebouwen, schepen en boten. Deze nieuwe rangschikking stemt overeen met de aard van bedoelde goederen.

3. — In het § 2. — het 4^o van littéra A weglaten.

VERANTWOORDING.

Deze tekst werd door de Kamercommissie voor Wederopbouw ingediend ten einde de tussenkomst van de Staat te voorzien in de kosten der bijkomende werken, die door het Bestuur van de Stedebouw of door de plaatselijke overheden aan de getroffen opgelegd worden.

Dit vraagstuk maakt het voorwerp uit van een amendement der Regering, die te dien einde de invoering voorstelt van een omgewerkt artikel 67bis, waarin de kwestie over het geheel behandeld wordt.

4. — In § 2, in fine van littéra B, een 4^o toevoegen, dat luidt als volgt :

« 4^o ten belope van de twee derden der sommen die
» 5.000 frank overschrijden, de toelagen in specie of in
» natura toegekend door de openbare hulporganismen aan
» de geteisterden. »

VERANTWOORDING.

Deze bepaling, die het 9^{de} artikel, par. 2, B, 4^o vormde van de wet van 1 October 1947, was behouden geworden in het door de vorige Regering ingediende wetsontwerp. De Kamercommissie voor Wederopbouw heeft deze tekst weggelaten.

De Regering stelt voor deze regel weder in te voeren.

Zoals de heer Vranckx (« De Herstelling der Oorlogsschade aan Goederen n° 249 ») aantoonde, kwam deze bepaling reeds voor in het wetsvoorstel Marchand (Basy), waarvan de toelichting de volgende verantwoording bevatte :

« Dit is het geval met de hulpverleningen in speciën of in natura, aan de geteisterden verschaft door de openbare inrichtingen tot hulpverlening aan de geteisterden, en namelijk door het Nationaal Fonds voor Hulpverlening aan de Geteisterden. Gewis, hebben die hulp-gelden, in vele gevallen, de meest dringende uitgaven gedekt van diegenen die door de oorlog van alle bestaansmiddelen waren beroofd. In dit opzicht, dienen zij beschouwd als voorgoed verworven. Maar dikwijls ook, hebben bedoelde hulp-gelden werkelijk gediend tot de wederinstelling van de geteisterden. Op gevaar af, ten opzichte van de minder begunstigde geteisterden, een klaarblijkelijk onrecht te plegen, dienen de hulp-gelden afgetrokken van de vergoeding. Om die stand-punten te verzoenen, wordt in het voorstel voorzien dat geen rekening zal worden gehouden met de hulp-gelden die 5.000 frank niet over-

» sera fixée à la date à laquelle ils ont été distribués; il convient de
 » mettre sur un pied d'égalité tous les secours, que l'intervention cha-
 » ritable se soit produite en argent ou en nature. »

Les auteurs (M. Vranckx, ouvrage et endroit précité; M. Van Houtte
 « La Réparation des dommages de guerre aux biens privés », n° 348)
 n'émettent, à cet égard, aucune objection.

Le gouvernement n'aperçoit, lui non plus, aucun motif sérieux de
 revenir sur un compromis dont le caractère judiciaire a été constam-
 ment reconnu jusqu'ici. D'autant plus que des sinistrés ont souvent
 bénéficié d'interventions fort importantes, en nature ou en argent.
 (Il est rappelé que la valeur totale des prestations du Fonds National
 ne représente pas moins de 1.325 millions de francs).

D'ailleurs, il y a moins d'un an, au cours des discussions de la loi
 du 13 juillet 1951 relative à la réparation des dommages causés par
 l'explosion, survenue le 29 avril 1942 à Tessenenderlo, la Chambre et le
 Sénat ont unanimement reconnu que l'intervention de l'Etat en faveur
 des victimes de cette explosion devait avoir un caractère supplétif et
 qu'il importait de tenir compte, comme pour les sinistrés ordinaires,
 des interventions en nature ou en argent dont ils avaient pu bénéficier.

Les motifs valables à l'époque le sont toujours actuellement et la
 suppression de la susdite disposition entraînerait une modification à
 la loi du 13 juillet 1951, puisque celle-ci procède par voie de référence
 à la loi du 1^{er} octobre 1947.

Il importe donc de maintenir une règle conforme à l'équité.

Art. 9.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

*L'article 12 de la même loi est modifié et complété comme
 suit :*

§ 1^{er}. — Il est ouvert aux sinistrés, en vue de la répa-
 ration des dommages de guerre, des crédits de restaura-
 tion auxquels l'Etat attache sa garantie.

Ces crédits sont alloués par des établissements soumis
 au contrôle de l'Etat et désignés par arrêtés royaux déli-
 bérés en conseil des ministres.

Le montant de ces crédits, les conditions d'octroi de
 ceux-ci et le moment où ils seront accordés sont fixés par
 des arrêtés royaux délibérés en conseil des ministres.

*Toutefois, il ne peut être alloué de crédits de restaura-
 tion, lorsque l'ensemble des dommages subis par une per-
 sonne physique ou morale ne comporte pas un montant
 supérieur à 2.000 francs, valeur des dommages au 31 août
 1939, fixée conformément aux dispositions de l'article 9.*

« Ces crédits ne sont pas imputables sur le montant
 » maximum des engagements couverts par la garantie de
 » bonne fin que l'Etat accorde aux établissements de crédit
 » en vertu des dispositions légales régissant ceux-ci. »

§ 2. — Le mandat en vue de contracter les prêts ou les
 ouvertures de crédit, peut être donné par un acte sous
 seing privé, dont la légalisation par le bourgmestre du domi-
 cile du mandant ou par son délégué, peut être exigée.

Lorsque le mandant ne sait ou ne peut signer, l'acte de
 mandat peut être dressé par le bourgmestre ou son délé-
 gué, assisté de deux témoins. L'acte sera signé par le
 bourgmestre ou son délégué et par les témoins. Mention
 y sera faite que le mandant a déclaré ne pouvoir ou ne
 savoir signer.

La légalisation et l'établissement de l'acte de mandat
 par le bourgmestre sont gratuits.

schrijden en dat slechts de twee derden zullen worden afgetrokken
 van wat die som overschrijdt. Daarenboven, zal de waarde van de
 steun in natura worden bepaald op de datum dat hij werd verleend;
 al de geteisterden moeten op gelijke voet worden behandeld, zowel
 wanneer de liefdadige tussenkomst is geschied in geld als in natura. »

Noch de heer Vranckx (in het hierboven genoemde werk en op de
 hierboven genoemde plaats) noch de heer Van Houtte (Herstelling
 der oorlogsschade aan private goederen, n° 348) brengen hiertegen
 enig bezwaar in.

Evenmin ziet de Regering in dat er een gegronde reden zou be-
 staan om terug te komen op een vergelijk dat tot dusver steeds als
 passend werd beschouwd. Des te meer daar de getroffen personen dikwijls
 zeer belangrijke tegemoetkomingen in natura of in geld genoten heb-
 ben (het wordt in herinnering gebracht dat de gezamenlijke waarde
 van de tussenkomsten van het Nationaal Fonds niet minder dan 1.325
 miljoen frank bedraagt).

Nog geen jaar geleden, bij de bespreking van de wet van 13 Juli
 1951 betreffende de herstelling der oorlogsschade toegebracht door de
 ontploffing te Tessenenderlo op 29 April 1942, hebben Kamer en Senaat
 overigens eensgezind toegegeven dat de Staatstussenkomst ten voor-
 dele van de door bedoelde ontploffing getroffen personen een aanvul-
 lend karakter diende te hebben en dat het van belang was, zoals voor
 de gewone getroffen personen, rekening te houden met de tegemoetkomingen
 in natura of in geld die zij mochten genoten hebben.

Deze redenen gelden ook nu nog, en de intrekking van bedoelde bepa-
 ling zou een wijziging in de wet van 13 Juli 1951 medebrengen, ver-
 mits deze laatste werkt onder verwijzing naar de wet van 1 October
 1947.

Het is dus van belang deze regel, die billijk is, te handhaven.

Art. 9.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

*Artikel 12 van zelfde wet wordt gewijzigd en aangevuld
 als volgt :*

§ 1. — Met het oog op het herstel van de oorlogsschade
 worden voor de geteisterden herstell kredieten geopend,
 waaraan de Staat zijn waarborg verleent.

Deze kredieten worden toegekend door instellingen on-
 derworpen aan Staatscontrole en aangewezen door Konink-
 lijke besluiten, overlegd in ministerraad.

Het bedrag van deze kredieten, hun toekenningsvoor-
 waarden en het ogenblik waarop zij worden toegekend,
 worden vastgesteld door Koninklijke besluiten, overlegd in
 ministerraad.

*Nochtans kan geen herstell krediet worden toegekend,
 wanneer het geheel der door een natuurlijke of rechtspers-
 soon geleden schade niet meer bedraagt dan 2.000 frank,
 waarde der schade op 31 Augustus 1939, vastgesteld over-
 eenkomstig de bepalingen van artikel 9.*

« Deze kredieten worden niet aangerekend op het ma-
 » ximumbedrag der verbintenissen, gedekt door de waar-
 » borg van goede afloop, die de Staat aan de krediet-
 » instellingen verleent krachtens de weisbepalingen waar-
 » door deze laatsten worden beheerst. »

§ 2. — Het mandaat voor het aangaan van de leningen
 of de kredietopeningen kan verleend worden bij een onder-
 handse akte, waarvan de legalisatie door de burgemeester
 van de woonplaats van de lastgever of door zijn gemach-
 tigde kan worden geëist.

Wanneer de lastgever niet kan tekenen of daartoe niet
 in staat is, kan de akte van lastgeving opgemaakt worden
 door de burgemeester of zijn gemachtigde, bijgestaan door
 twee getuigen. De akte wordt ondertekend door de burge-
 meester of zijn gemachtigde en door de getuigen. Er wordt
 in vermeld dat de lastgever heeft verklaard niet te kunnen
 tekenen of daartoe niet bij machte te zijn.

De akte van lastgeving wordt door de burgemeester
 kosteloos gelegaliseerd en opgemaakt.

JUSTIFICATIONS.

1. — Quatrième alinéa du § 1^{er} :

Le législateur de 1947 avait aperçu la nécessité d'éliminer du champ d'application de la loi sur les dommages de guerre, les petits dommages.

Le rapporteur de la loi à la Chambre des Représentants, M. Vranckx, (1^{er} rapport, 9 octobre 1946, Doc. 208) résume comme suit les motifs qui expliquent l'institution d'une franchise : « L'expérience d'après l'au-tre guerre a incité l'auteur du projet à exonérer l'Etat de l'interven-tion pour des dommages de minime importance. Les dommages de peu d'ampleur sont innombrables. Les dossiers y relatifs nécessitent les mêmes enquêtes que ceux des dommages importants, retardant l'exa-men de ces derniers. D'autre part, la réparation des petits dommages ne représente pas la même importance pour l'intérêt collectif. Enfin, ces réparations représentent par leur ensemble une lourde charge pour l'Etat, alors qu'elles peuvent être supportées sans grands incon-vénients par le sinistré lui-même... ».

Les législations étrangères (cfr. notamment l'article 36, alinéa 2 de la loi française du 28 octobre 1946) ont eu la même préoccupation.

Soulignons que, pour interpréter correctement cet extrait du premier rapport Vranckx, il faut évidemment accorder sa pleine valeur à l'ex-pression « intervention de l'Etat ». Celle-ci, en effet, comme l'indique explicitement l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} octobre 1947, vise aussi bien le crédit de restauration que l'indemnité de réparation.

Or, en contradiction avec les objectifs mêmes qui étaient les siens, la loi du 1^{er} octobre 1947 n'a pas explicitement exclu, en faveur des sinistrés exclus du droit à indemnité par l'effet de la franchise, la faculté d'obtenir un crédit de restauration. Telle est, en tout cas, l'inter-prétation qui s'impose à défaut d'avoir introduit dans le texte même de la loi la précision nécessaire. Il s'agit là d'une inadvertance puisque, en pratique, les autorités administratives appelées à statuer sur les demandes d'intervention de l'Etat sont tenues pour fixer le montant maximum du crédit de restauration que le sinistré peut obtenir, à des prestations semblables à celles qui leur seraient imposées si la franchise n'existait pas. Pour ces dommages minimes, l'octroi de crédits de restauration n'est pas plus justifié que l'octroi d'indemnités de dommages de guerre.

Le but du présent amendement est donc simplement d'explicitier les intentions du législateur de 1947 et de permettre ainsi à l'Administration de faire porter ses efforts là où le législateur a entendu que l'Etat intervienne.

2. — Cinquième alinéa du § 1^{er} :

Le Gouvernement estime utile de voir préciser — ainsi que la fai-saient déjà les dispositions légales antérieures maintenues en vigueur par l'article 68 de la loi du 1^{er} octobre 1947 — que les crédits de restauration ne s'imputent pas sur le montant maximum des engage-ments que certains établissements de crédits ne peuvent dépasser sans perdre la garantie de bonne fin de l'Etat.

C'est ainsi que les engagements de l'Institut National de Crédit Agricole ne peuvent excéder un maximum que la loi du 26 mars 1949 a fixé à un milliard de francs. Il ne fait aucun doute que cette loi n'a visé que le secteur des activités ordinaires de l'Institut en question et non celui, exceptionnel et temporaire, des crédits de restauration. Il importe d'ailleurs que le premier ne soit ni affecté ni rétréci par le développement du second.

3. — In fine du § 2 — la Commission avait ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois, les sinistrés des Catégories A, B et C auront droit, pour la reconstruction d'immeubles d'habitation, au crédit de restauration, garanti par l'Etat, à concurrence de la différence entre les indem-nités de réparation et le coût de la réparation intégrale. Dans ce cas, sans préjudice des conventions conclues antérieurement à la mise en vigueur de la loi du 1^{er} octobre 1947, aucun remboursement des cré-dits ne sera exigé avant un délai de 5 ans prenant cours au moment de la mise de la dernière tranche du crédit à la disposition du sinistré. »

Le Gouvernement en propose la suppression pour les motifs suivants :

La Commission de la Reconstruction de la Chambre a complété le texte de l'article 12 tel qu'il avait été proposé par le gouvernement pré-cédent, par un alinéa nouveau créant un droit au crédit au profit des sinistrés des catégories A, B, C, en ce qui concerne les immeubles d'habitation.

Ainsi se trouve de nouveau posé un problème déjà mûrement étudié lors de l'élaboration de la loi du 1^{er} octobre 1947.

VERANTWOORDINGEN.

1. — Vierde lid van § 1 :

De wetgever van 1947 had vastgesteld dat het noodzakelijk was de kleine schadegevallen uit het toepassingsveld van de wet op de oorlogs-schade te verwijderen.

De Rapporteur van de wet in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, dhr. Vranckx (1^{ste} rapport, 9-10-1946, stuk 208) resumeert de redenen die de instelling van een vrijstelling verklaren, als volgt :

« De ondervinding, na de vorige oorlog opgedaan, heeft de » steller van het ontwerp er toe aangezet de Staat te ontlasten van » iedere tussenkomst voor de weinig belangrijke schade. De schade- » gevallen van geringe omvang zijn talloos. De desbetreffende bun- » dels vergen dezelfde onderzoeken als voor de belangrijke schade- » gevallen. Anderzijds heeft het herstel van de kleine schade niet » dezelfde belangrijkheid voor het collectief belang. Ten slotte, verte- » genwoordigen de herstellingen, door hun massa, een zware last » voor de Staat, terwijl de last er van, zonder groot nadeel, door de » geïnteresseerde zelf kan gedragen worden... »

De vreemde wetgevingen (cfr. onder meer art. 36, lid 2, van de Franse wet van 28-10-1946) waren daar eveneens om bekommerd.

Onderstrepen wij, dat, om dit uittreksel uit het eerste rapport Vranckx juist te interpreteren, aan de uitdrukking « Staatstussenkomst » de volle waarde moet worden gegeven. De Staatstussenkomst immers heeft betrekking zowel op het herstell krediet als op de herstelvergoeding, zoals in artikel 8, § 1 van de wet van 1 October 1947 expliciet wordt aangeduid.

Welnu, de wet van 1 October 1947 heeft, in tegenspraak met haar doeleinden zelf, het recht op een herstell krediet niet expliciet uitgesloten ten gunste van de getroffen en die, wegens de vrijstelling, van het recht op vergoeding verstoken zijn. Dat is in elk geval de interpretatie die zich opdringt, daar in de tekst van de wet zelf de nodige precisering ontbreekt. Dat is zeker en vast te wijten aan een onbedachtzaamheid, daar de administratieve overheden, die over de aanvragen tot Staats-tussenkomst moeten beslissen, met het oog op het bepalen van het maximumbedrag van het herstell krediet dat de getroffen kan bekomen, praktisch hetzelfde werk moeten verrichten als dat waartoe zij zouden gehouden zijn, indien de vrijstelling niet bestond. Voor die geringe schadegevallen is de toekenning van herstell kredieten niet meer gerecht-vaardigd dan de toekenning van oorlogsschadevergoedingen.

Met dit amendement wordt dus eenvoudig beoogd, de intenties van de wetgever van 1947 tot uiting te brengen en, zodoende, het bestuur in de mogelijkheid te stellen zijn inspanningen daar te concentreren waar de Staatstussenkomst in de bedoeling van de wetgever lag.

2. — Vijfde lid van § 1 :

De Regering heeft het dienstig geacht te preciseren — zoals de vroe-gere, krachtens artikel 68 der wet van 1 October 1947 gehandhaafde wetsbepalingen het reeds gedaan hebben — dat de herstell kredieten niet aangerekend worden op het maximumbedrag der verbintenissen die bepaalde kredietinstellingen niet mogen overschrijden zonder het voor-deel van de Staatswaarborg van goede afloop te verliezen.

Zo bv. mogen de verbintenissen van het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet niet hoger liggen dan een maximum, dat bij de wet van 26 Maart 1949 op een milliard frank werd vastgesteld. Het lijkt geen twijfel dat met deze wet slechts de sector der gewone werkzaam-heden van bedoeld instituut wordt beoogd en geenszins de buitengewone en tijdelijke sector der herstell kredieten. Het is overigens van belang dat de eerste noch aangetast noch ingekrompen zou worden door de uitbreiding van de tweede.

3. — In fine van § 2 — had de Commissie een lid toegevoegd dat luidde als volgt :

« De geïnteresseerden van categorieën A, B en C kunnen evenwel » aanspraak maken, voor de wederopbouw van woonhuizen, op de » door de Staat gewaarborgde herstell kredieten ten belope van het » verschil tussen de herstelvergoeding en het bedrag der volledige her- » stelling. In dit geval, onverminderd de vóór het in werking treden » van de wet van 1 October 1947 gesloten overeenkomsten, zal geen » terugbetaling van deze kredieten geëist worden vóór een termijn » van 5 jaar, welke een aanvang neemt op het ogenblik dat de laatste » schijf van het krediet ter beschikking van de geïnteresseerde wordt ge- » steld. »

De Regering stelt voor dit lid weg te laten om volgende redenen :

De Kamercommissie voor de Wederopbouw heeft de tekst van arti-kel 12, zoals deze door de vorige Regering werd voorgesteld, aangevuld met een nieuw lid, waarbij een recht op krediet gevestigd wordt ten voordele van de getroffen en der categorieën A, B, C, wat betreft de woonhuizen.

Aldus wordt opnieuw een probleem gesteld, dat bij de voorbereiding der wet van 1 October 1947 reeds grondig bestudeerd werd.

Le gouvernement actuel ne peut que faire sienne la prise de position adoptée, à cet égard, par son prédécesseur de 1947. Les motifs invoqués à cette époque demeurent entièrement valables aujourd'hui.

La raison fondamentale pour laquelle le gouvernement et, à sa suite, le Parlement, repoussèrent le principe du « droit au crédit » fut, comme l'exprima à l'époque le Ministre de la Reconstruction au Sénat, que le crédit « ne peut être accordé à des gens qui disposent de liquidités importantes et qui voudraient encore demander du crédit à 2 % pour peut-être le replacer à 5 ou 6 % ». (A. P., Sénat, S. 13 août 1947, p. 1736.)

Le crédit ne doit donc être accordé que s'il est nécessaire à la restauration. « Il n'est pas douteux », comme l'indique un commentateur de la loi du 1^{er} octobre 1947, « que l'institution d'un « droit au crédit » eût été créée une notion juridique assez étrange. Certes, l'Etat s'est engagé à donner aux crédits sa garantie et à participer à la charge des intérêts, de sorte que les établissements publics prévus à l'article 12 de la loi du 1^{er} octobre 1947 n'ont guère à se soucier de considérations de sécurité et de rendement. Mais il n'en demeure pas moins que le crédit est, par essence, facultatif, puisqu'il est fondé, d'une part, sur la confiance du créancier et, de l'autre, sur la libre décision du bénéficiaire de s'engager dans les liens du contrat de prêt. »

Les amendements tendant à créer un droit au crédit qui furent présentés lors de la discussion de la loi du 1^{er} octobre 1947 rencontrèrent l'opposition des ministres de la Reconstruction et des Finances et du rapporteur de la loi. Le gouvernement actuel n'aperçoit aucun motif de revenir sur la décision du législateur de 1947.

Il est d'ailleurs tout à fait illogique d'accorder un crédit de restauration, à taux d'intérêt réduit, à celui qui n'en a nul besoin. A cet égard, il ne faut pas perdre de vue que beaucoup de personnes n'ont subi qu'un dommage relativement minime si on le compare à l'importance de leur fortune, dommage qui souvent n'est pas indemnisable par le jeu de l'abattement ou de la franchise. Accorder d'office, dans ces cas, un crédit de restauration à taux d'intérêt réduit égal au coût de réparation du bien sinistré, alors que la loi estime que les intéressés peuvent supporter personnellement leur dommage et ne leur reconnaît de ce chef aucune indemnité, c'est aller directement à l'encontre de l'esprit et du but de la loi.

En outre, il n'y a pas lieu de s'immiscer dans la mission habituelle des organismes de crédits en leur imposant la conclusion de contrats de prêts. Ce procédé ne porte pas seulement atteinte à l'autonomie de ces établissements financiers; il est aussi incompatible avec une politique raisonnable en matière de crédit.

Il importe que les organismes de crédit continuent comme par le passé, à jouer le rôle de conseillers auprès des sinistrés et qu'ils mettent leur longue expérience à leur service, en les guidant dans la fixation du montant de la somme empruntée, en veillant à ce qu'ils reconstruisent dans les limites de leurs besoins réels ou de la rentabilité des biens. Or, il est évident que cette heureuse influence des organismes de crédit viendrait à disparaître si l'on créait un droit au crédit, sans discrimination ni contrôle quelconque, et si les intéressés étaient tout naturellement incités à profiter, dans tous les cas, du maximum du crédit qui leur serait reconnu.

D'ailleurs, le gouvernement tient à le souligner, il n'est jamais venu à la connaissance du Ministre de la Reconstruction qu'en matière d'immeubles d'habitation — puisque c'est de ceux-ci dont il est question dans l'amendement voté par la commission de la Chambre — des difficultés aient surgi quand il s'agit d'accorder des crédits à des sinistrés qui en ont réellement besoin.

C'est pourquoi, aujourd'hui comme en 1947, il apparaît, pour reprendre les termes de M. Vranckx, ancien rapporteur à la Chambre (« La Réparation des dommages de guerre aux biens », n° 270) » qu'il ne serait pas logique de reconnaître à un sinistré un droit au crédit de restauration, alors qu'il pourrait suppléer à l'indemnité au moyen de deniers propres. »

Quant à la durée des crédits de restauration, celle-ci est réglée par arrêté royal, conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 1^{er} octobre 1947.

Art. 20.

Le 2° du § 2 est complété comme suit :

« Pour la partie restante, lorsque le sinistré a déjà payé » le coût du emploi ou est présumé l'avoir payé en l'ab-

De huidige Regering kan het standpunt, dat in dit opzicht door haar voorganger in 1947 ingenomen werd, slechts tot het hare maken. De redenen, die destijds ingeroepen werden, blijven ook nu nog volledig van kracht.

De voornaamste reden waarom de Regering en daarna ook het Parlement het beginsel van het recht op krediet verworpen hebben bestond, zoals de toenmalige Minister van Wederopbouw het in de Senaat uitdrukte, « hierin, dat het krediet niet kan toegekend worden aan personen, die over belangrijke likwiditeiten beschikken en die nog een krediet tegen 2 % zouden willen aanvragen om het misschien tegen 5 of 6 % uit te zetten ». (Parlementaire Handelingen, Senaat, 13 Augustus 1947, blz. 1736.)

Het krediet moet derhalve slechts toegestaan worden wanneer het nodig is voor de wederopbouw. « Het lijdt geen twijfel, zoals een commentator van de wet van 1 October 1947 het aantoonde », dat de vestiging van een recht op krediet een zeer eigenaardig juridisch begrip in het leven zou geroepen hebben. Wel heeft de Staat de verbintenis aangegaan zijn waarborg te verlenen voor de restauratiekredieten en een deel van de interest te dragen, zodat de openbare instellingen bedoeld in artikel 12 van de wet van 1 October 1947 zich niet moeten bekommeren over de veiligheid en het rendement van het toegestane krediet. Het krediet is niettemin, naar zijn wezen zelf, facultatief, daar het enerzijds berust op het vertrouwen van de schuldeiser en anderzijds op de vrije wil van de schuldenaar een verbintenis wegens lening aan te gaan.

De amendementen, die er toe strekken een recht op krediet te vestigen, amendementen die naar aanleiding van de bespreking der wet van 1 October 1947 voorgelegd werden, zijn gestrand op het verzet van de Ministers van Wederopbouw en van Financiën alsook op dat van de verslaggever van de wet. De huidige Regering ziet niet in dat er enige reden zou bestaan om terug te komen op de beslissing van de wetgever van 1947.

Het is overigens volkomen onlogisch een herstellkrediet tegen lage rentevoet te verlenen aan diegene, die het niet nodig heeft. Op dit stuk mag men geenszins uit het oog verliezen dat vele personen slechts betrekkelijk geringe schade geleden hebben in vergelijking met de omvang van hun vermogen, schade, die dikwijls geen aanleiding geeft tot vergoeding wegens toepassing van het abattement of de vrijstelling. Moest men in deze gevallen ambtshalve een herstellkrediet tegen lage rentevoet toekennen, gelijk aan de herstellingskosten van het geteisterd goed, terwijl de wet oordeelt dat de belanghebbenden hun schade zelf kunnen dragen en hun derhalve geen vergoeding toekent, dan zou zulks rechtstreeks indruisen tegen de geest en het doel van de wet.

Bovendien bestaat er geen reden om zich in de gebruikelijke taak van de kredietinstellingen te mengen door hun het sluiten van leencontracten op te leggen. Deze handelwijze zou niet alleen afbreuk doen aan de zelfstandigheid van bedoelde financiële instellingen, maar is eveneens niet te verenigen met een gezonde politiek van kredietverstrekking.

Het is van belang dat de kredietinstellingen, zoals in het verleden, verder de rol blijven vervullen van adviseurs der getroffen en dat zij hun ruime ervaring te hunnen dienste zouden stellen door hen voor te lichten bij de vaststelling van het bedrag der geleende som en er voor te waken dat zij wederopbouwen binnen de perken van hun werkelijke behoeften of de rendeerbaarheid van de goederen. Wat de duur van de herstellkredieten betreft, deze wordt geregeld bij Koninklijk besluit overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 der wet van 1 October 1947. Welnu, het ligt voor de hand dat deze wetdoende invloed der kredietinstellingen teniet zou gedaan worden indien men zonder enig onderscheid noch controle een recht op krediet moest vestigen en indien de belanghebbenden er op volkomen natuurlijke wijze moesten toe aangezet worden, in alle gevallen, het maximum-bedrag te genieten van het krediet, dat hun zou toegekend worden.

Overigens — en de Regering wenst hierop de nadruk te leggen — is het nooit ter ore gekomen van de Minister van Wederopbouw dat er in zake woonhuizen — vermits het toch over deze laatste is dat in het door de Kamercommissie aangenomen amendement wordt gesproken — moeilijkheden zouden gerezen zijn waar het er op aankomt kredieten te verlenen aan de getroffen en, die ze werkelijk nodig hebben.

Daarom zou het, nu evenmin als in 1947, « logisch zijn aan een geteisterd recht op herstellkrediet te verlenen terwijl hij met eigen geldmiddelen de vergoeding zou kunnen aanvullen (dhr. Vranckx, gewezen verslaggever bij de Kamer; « De Herstelling van Oorlogsschade aan Goederen », n° 270).

De duur van de herstellkredieten wordt geregeld bij Koninklijk besluit, overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 van de wet van 1 October 1947.

Art. 20.

Het 2° van § 2 als volgt aanvullen :

« Voor het overblijvend gedeelte, wanneer de geteis- » terde de wederbelegging reeds betaald heeft of geacht

» sence d'opposition de la part des fournisseurs et autres
» personnes qui ont constitué ou fourni le bien, objet du
» emploi. »

JUSTIFICATION.

L'amendement que propose le gouvernement a pour objet d'écarter une interprétation juridiquement erronée. En vertu de la loi, le département est tenu de payer au sinistré et ne connaît que lui. Celui-ci, a-t-il objectivement effectué le emploi, l'indemnité lui est payable. En d'autres termes, ce ne sont pas les prestataires (architectes, entrepreneurs, etc.) qui sont les titulaires du droit à l'indemnisation, mais les sinistrés uniquement.

Or, le texte déposé par le gouvernement précédent, en se bornant à dire que l'indemnité peut être saisie-arrêtée « lorsque le sinistré a déjà payé le coût du emploi » paraît engager la responsabilité du département vis-à-vis de certains tiers (les prestataires). La nouvelle rédaction a pour objet d'écarter cette interprétation, qui aurait pour effet de compliquer inextricablement la tâche des services de contrôle du emploi. C'est aux prestataires, et non à l'administration, de faire valoir, le cas échéant, leurs droits sur le montant de l'intervention de l'Etat.

Rappelons à cet égard que le texte soumis au Conseil d'Etat par le gouvernement précédent comportait à l'article 21, (article 53, nouveau, § 1^{er}, *in fine*) l'incidente suivante : « l'intervention de l'Etat devant servir par préférence et à due concurrence au paiement des fournisseurs et prestataires qui ont participé aux travaux prévus à l'article 8, § 5 ». Notons que l'article 43 de la loi française du 28 octobre 1946 spécifie de même que les indemnités de reconstruction versées au titre de la loi ne peuvent être saisies *que par les créanciers dont la créance tire son origine des opérations de reconstruction*. Si le Conseil d'Etat a supprimé cette précision, c'est assurément parce qu'elle va de soi. Le sinistré ne peut remployer son indemnité qu'en payant les prestataires, et la règle de l'insaisissabilité ne les concerne pas. Il leur incombe, par conséquent, de faire éventuellement les oppositions nécessaires auprès de la Caisse Autonome des Dommages de guerre. Le rôle des services administratifs compétents est de vérifier la matérialité du emploi et non pas de contrôler si le sinistré a rempli ses obligations civiles vis-à-vis des personnes qui ont participé aux opérations de reconstruction.

Telle est la portée du présent amendement.

Art. 28.

Le texte de cet article est remplacé par ce qui suit :

Un article 67bis, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

Article 67bis.

§ 1^{er}. — Lorsque, par suite de l'existence d'un plan d'aménagement, pris en application de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946, concernant l'urbanisation ou des dispositions légales antérieures visées à l'article 30 de cet arrêté, l'immeuble sinistré est reconstruit à un nouvel emplacement sis sur le territoire de la même commune, l'indemnité de réparation des dommages survenus à l'immeuble est majorée :

1) du coût de reconstruction de la partie non sinistrée des anciennes fondations qui n'a pu être réutilisée, quoique susceptible de l'être, sous déduction des indemnités allouées de ce chef par le pouvoir expropriant;

2) du montant des dépenses exceptionnelles résultant de la nécessité, pour l'intéressé, d'établir de nouvelles fondations, dans la mesure où :

a) la nouvelle partie bâtie n'excède pas, en superficie, l'ancienne;

» wordt ze betaald te hebben bij ontstentenis van verzet
» vanwege de leveranciers, dienstverstrekkers of andere
» personen, die het goed, dat het voorwerp van de weder-
» belegging uitmaakt, samengesteld of geleverd hebben. »

VERANTWOORDING.

Het door de Regering voorgestelde amendement heeft tot doel een juridisch verkeerde interpretatie te weren. Krachtens de wet is het Departement gehouden de vergoeding uit te betalen aan de getroffene en kent het slechts deze laatste. Heeft deze de wederbelegging op objectieve wijze verricht, dan is de vergoeding aan hem betaalbaar. Met andere woorden, niet de dienstverstrekkers (architecten, aannemers, enz...) zijn houders van het recht op vergoeding, maar alleen de getroffenen.

Welnu, door zich te bepalen tot de verklaring dat op de vergoeding beslag onder derden kan gelegd worden « wanneer de geteisterde de wederbeleggingskosten reeds betaald heeft », verwekt de door de vorige Regering ingediende tekst de indruk dat het Departement verantwoordelijk zou zijn tegenover sommige derden (dienstverstrekkers). De nieuwe formulering heeft tot doel deze interpretatie te weren, interpretatie, waardoor de taak der diensten voor wederbeleggingscontrole op onontwarbare wijze gecompliceerd zou worden. Niet bij het bestuur maar wel bij de dienstverstrekkers berust het, in voorkomend geval, hun rechten op het bedrag der Staatsschenkingskomst te doen gelden.

Laten wij er in dit verband aan herinneren dat de tekst, die de vorige Regering aan de Raad van State voor advies had voorgelegd, in artikel 21 (artikel 53, nieuw, § 1, *in fine*) volgende tussenzin bevatte : « daar de Staatsschenkingskomst bij voorrang en tot het passend bedrag moet dienen ter betaling van de leveranciers en dienstverstrekkers, die tot de uitvoering van de in artikel 8, § 5, voorzien werken bijgedragen hebben ». Wijzen wij er op dat artikel 53 der Franse wet van 28 October 1946 eveneens specificeert dat op de krachtens de wet uitbetaalde vergoedingen tot wederopbouw slechts beslag kan gelegd worden door de schuldeisers wier schuldvoordering haar oorsprong vindt in de werkzaamheden tot wederopbouw. Zo de Raad van State deze verduidelijking heeft laten wegvallen, dan is het ongetwijfeld omdat zij vanzelfsprekend is. De getroffene mag zijn vergoeding slechts wederleggen door betaling der dienstverstrekkers, en de regel der onbeslagbaarheid geldt niet voor dezen. Bijgevolg berust het bij hen eventueel het nodige verzet aan te tekenen bij de Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade. De bevoegde administratieve diensten hebben slechts tot taak de materialiteit der wederbelegging te controleren en hoeven niet na te gaan of de getroffene zijn burgerlijke verplichtingen is nagekomen tegenover diegenen, die tot de wederopbouw werken bijgedragen hebben.

Dit is de draagwijdte van onderhavig amendement.

Art. 28.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

Een artikel 67bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet opgenomen :

Artikel 67bis.

§ 1. — Wanneer, ingevolge het bestaan van een plan van aanleg genomen in toepassing van de besluitwet van 2 December 1946 betreffende de stedenbouw of van de vorige wettelijke beschikkingen bedoeld bij artikel 30 van voornoemde besluitwet, het geteisterd onroerend goed op een nieuwe plaats op het grondgebied van dezelfde gemeente gelegen, wederopgebouwd wordt, wordt de herstelvergoeding van de aan het onroerend pand overkomen schade verhoogd :

1) met de kosten van wederopbouw van het niet geteisterde deel van de oude grondvesten dat, alhoewel wederbruikbaar, niet kon wedergebruikt worden, onder aftrek van de uit dien hoofde door de onteigenende macht toegestane vergoedingen;

2) met het bedrag van de uitzonderlijke uitgaven veroorzaakt door de noodzakelijkheid, voor belanghebbende, nieuwe grondvesten aan te leggen, in de mate waarin :

a) het nieuw bebouwde deel het oude niet, in oppervlakte, overtreft;

b) les dépenses exceptionnelles sont dues à la nature du sol ou à la configuration du nouvel emplacement;

c) ces dépenses ne sont déjà pas couvertes par une indemnité accordée de ce chef par les pouvoirs publics.

§ 2. — En cas de reconstruction d'un immeuble sinistré inclus dans une zone faisant l'objet d'un plan d'aménagement défini au § 1^{er}, il est ouvert aux intéressés des crédits de restauration soumis au régime de la présente loi pour permettre le paiement des dépenses supplémentaires de reconstruction dues aux prescriptions urbanistiques d'un plan d'aménagement relatif à la même commune, mais dans la mesure seulement où la reconstruction est subordonnée au respect de ces prescriptions et compte tenu de l'état et de l'importance de l'ancien bien avant sinistre.

Toutefois, les dépenses supplémentaires visées à l'alinéa précédent sont, dans les limites y définies, couvertes à concurrence de la moitié de leur montant par une majoration de l'indemnité de réparation des dommages survenus à l'immeuble, lorsqu'elles sont dues à des prescriptions urbanistiques autres que celles relatives, soit à l'agrandissement en volume ou en surface de l'immeuble, soit à tous changements ou modifications à apporter à l'intérieur de celui-ci.

Des crédits de restauration soumis au régime de la présente loi sont également ouverts pour permettre le paiement des sommes visées à l'alinéa précédent ainsi qu'au § 1^{er} lorsque, par suite du jeu de l'abattement, les intéressés ne peuvent toucher une indemnité de réparation pour l'immeuble sinistré.

§ 3. — Les dispositions du présent article ne sont applicables que lorsqu'il s'agit d'immeubles d'habitation.

Les indemnités et les crédits sont accordés uniquement au profit du sinistré, de ses héritiers ou légataires, ainsi que dans les cas visés à l'article 51 de la présente loi.

Leurs montants sont déterminés sur avis du Ministre des Travaux Publics ou de son délégué.

JUSTIFICATION.

Ainsi que le signale le rapport fait par M. Gaspar au nom de la Commission de la Reconstruction de la Chambre (Doc. parl. n° 209 — 1951/1952, p. 12), le gouvernement précédent proposa un amendement qui, après modifications y apportées par la Commission, devint l'article 67bis du projet actuel.

Cet article traite à la fois de la question des fondations (§ 1^{er}) et de celle des dépenses dues à des prescriptions urbanistiques (§ 2). Il y est prévu que ces dernières sont couvertes par des crédits de restauration.

Cependant, sans modifier l'article 67bis qu'elle avait adopté, la Commission introduisit un 4^e à l'article 9, § 2, A, portant majoration de l'indemnité à concurrence de la moitié du coût des travaux dus aux prescriptions urbanistiques (rapport précité — Doc. 209 — p. 11). Il y a là une anomalie qu'il importe de redresser. Le gouvernement estime souhaitable qu'un seul article de la loi du 1^{er} octobre 1947 traite de la question des prescriptions urbanistiques, à savoir l'article 67bis, dont il propose une nouvelle rédaction.

A. — En ce qui concerne les fondations, il est apparu nécessaire, pour fixer la majoration de l'indemnité proposée, de faire une distinction entre, d'une part, la partie non sinistrée des anciennes fondations, dont la réutilisation est rendue impossible par suite de l'existence du plan d'aménagement, et, d'autre part, certaines dépenses exceptionnelles provenant de la nature ou de la configuration du sol au nouvel emplacement.

En effet, dans tous les cas où la limite des lots nouveaux ne coïncide pas avec celle des lots anciens, l'opération de remembrement est pratiquement considérée comme comportant l'expropriation des ancien-

b) de uitzonderlijke uitgaven aan de aard van de bodem of aan de uiterlijke gedaante van de nieuwe plaats te wijlen zijn;

c) deze uitgaven niet reeds door een uit bedoelden hoofde door de openbare machten toegekende vergoeding gedekt zijn.

§ 2. — Ingeval van wederopbouw van een geteisterd onroerend goed begrepen in een zone die het voorwerp vormt van een in § 1 bepaald plan van aanleg, worden ten gunste van de belanghebbenden herstellkredieten geopend die aan het regime van deze wet onderworpen zijn, om de betaling mogelijk te maken van de bijkomende onkosten van wederopbouw, veroorzaakt door de voorschriften in zake stedebovukundige betreffende een plan van aanleg met betrekking tot dezelfde gemeente, doch enkel in de mate waarin de wederopbouw afhankelijk gesteld wordt van de naleving dier voorschriften en rekening houdend met de staat en de belangrijkheid van het oude goed vóór het schadegeval.

De bij voorgaande lid beoogde bijkomende uitgaven worden evenwel, binnen de daarin bepaalde perken, voor de helft van hun bedrag gedekt door een verhoging van herstellvergoeding voor schade aan het onroerend goed toegebracht, wanneer zij voortvloeiën uit stedebovukundige voorschriften, andere dan die welke betrekking hebben ofwel op de uitbreiding in omvang of oppervlakte van het onroerend goed ofwel op om het even welke daaraan, van binnen, aan te brengen veranderingen of wijzigingen.

Herstellkredieten die onder toepassing vallen van deze wet worden eveneens geopend om de betaling mogelijk te maken van de in voorgaande lid alsmede in § 1 bedoelde sommen, wanneer de belanghebbenden, wegens toepassing van het abatement, geen herstellvergoeding voor het geteisterd goed kunnen ontvangen.

§ 3. — De beschikkingen van dit artikel zijn slechts van toepassing wanneer het woonhuizen betreft.

De vergoedingen en kredieten worden uitsluitend toegekend ten voordele van de gesinistreeerde, zijn erfgenamen of legatarissen, evenals in de bij artikel 51 van deze wet voorziene gevallen.

Hun bedragen worden, op advies van de Minister van Openbare Werken of van zijn afgevaardigde, bepaald.

VERANTWOORDING.

Zoals te lezen staat in het verslag, dat de heer M. Gaspar namens de Kamercommissie voor de Wederopbouw (Parlementaire stukken, n°s 209, 151, 152, blz. 12) opgemaakt heeft, stelde de vorige Regering een amendement voor dat, na de daarin door de Commissie aangebrachte wijzigingen, artikel 67bis van het huidige ontwerp geworden is.

In dit artikel worden én het vraagstuk der funderingen (§ 1^{er}) én dit der uit stedebovukundige voorschriften voortvloeiende uitgaven (§ 2) behandeld. Daarin wordt voorzien dat deze laatste door middel van herstellkredieten gedekt worden.

De commissie, zonder artikel 67bis, dat zij had aangenomen, te wijzigen, voegde in artikel 9, § 2, A, een 4^e in waarbij de vergoeding verhoogd wordt ten belope van de helft van de kosten der werken, die uit stedebovukundige voorschriften voortvloeiën (voornoemd verslag — bescheid 209 — blz. 11). Dit is een onregelmatigheid, die verbeterd dient te worden. De Regering acht het wenselijk dat het vraagstuk der stedebovukundige voorschriften behandeld zou worden in één enkel artikel der wet van 1 October 1947 en wel in artikel 67bis, waarvoor zij een nieuwe formulering voorstelt.

A. — Wat de funderingen betreft is het noodzakelijk gebleken, voor het vaststellen van de verhoging der voorgestelde vergoeding, een onderscheid te maken, eensdeels, tussen het niet getroffen gedeelte van de vroegere funderingen waarvan de wederaanwending door het bestaan van een plan van aanleg mogelijk gemaakt wordt, en anderdeels, sommige uitzonderlijke uitgaven, die voortvloeiën uit de aard of de vorm van de grond, op de nieuwe plaats.

Inderdaad wordt de ruilverkaveling, telkens als de grens van de nieuwe percelen niet samenvalt met die van de vroegere percelen, praktisch beschouwd alsof zij de onteigening van de vroegere percelen

nes parcelles et la cession en compensation des lots nouveaux, de sorte que les fondations anciennes donnent lieu à indemnité, soit au titre de dommages de guerre si elles sont rendues inutilisables par fait de guerre, soit, dans le cas contraire, au titre de l'expropriation. Aucune dérogation aux principes généraux ne se justifie pour la partie considérée comme inutilisable par suite de faits de guerre. Il n'est pas douteux que, pour cette partie, les intéressés doivent être traités exactement de la même manière que les sinistrés ordinaires, qui sont libres de reconstruire où ils l'entendent, soit sur l'ancien, soit sur un nouvel emplacement.

B. — En ce qui concerne les dépenses supplémentaires de reconstruction dues aux prescriptions urbanistiques, le Gouvernement actuel maintient la proposition qui avait été faite de les couvrir par des crédits de restauration.

Par contre, revenant sur l'amendement introduit par la Commission à l'article 9, § 2, A, de la loi du 1^{er} octobre 1947, il estime qu'il n'est pas possible d'accorder une majoration de l'indemnité de réparation lorsqu'il s'agit d'un agrandissement en volume ou en surface de l'immeuble ou de tous changements ou modifications à apporter à l'intérieur de celui-ci. Dans ces cas, en effet, il y a incontestablement enrichissement de la part du propriétaire, ainsi que le signalait l'honorable membre de la Chambre qui, à la Commission, fut l'auteur des propositions relatives aux dépenses dues à l'urbanisme. Ce membre s'exprimait comme suit (Doc. parl. n° 643 — 1950-1951) : « Si les dépenses imposées au sinistré ont un caractère rentable (obligation de construire un étage supplémentaire, par exemple), il est normal que le sinistré les supporte, puisqu'en définitive il en profitera ».

Il est d'ailleurs hors de doute que les autres prescriptions urbanistiques (modifications à apporter à la façade) ont également pour effet d'accroître la valeur du bien. Toutefois, comme, d'une part, cet accroissement est moins sensible par rapport au montant des dépenses supplémentaires engagées, et comme, d'autre part, les modifications imposées profitent également, dans une certaine mesure, à la collectivité, le Gouvernement propose de les indemniser au moyen d'une majoration de l'indemnité égale à la moitié de leur montant.

Le Gouvernement tient à souligner à nouveau, ainsi que le fit également la Commission de la Reconstruction de la Chambre (Rapport, Doc n° 209, p. 11), le caractère tout à fait exceptionnel des dispositions incluses dans l'article 67bis qu'il propose.

Ces dispositions ont été dictées par la considération que la loi du 1^{er} octobre 1947 est, essentiellement, une loi de reconstruction, qui a pour but principal de permettre aux sinistrés de reconstruire leurs biens. Si la reconstruction de ces biens a été rendue impossible à leur ancien emplacement, du fait de prescriptions urbanistiques créées, après sinistre, principalement eu égard à l'ampleur de celui-ci dans une certaine zone, il y a là des motifs qui justifient une dérogation aux règles du droit commun, pour permettre aux intéressés de reconstruire sur le territoire de leur ancienne commune.

Art. 33bis (nouveau).

Insérer un article 33bis libellé comme suit :

L'article 4 de la loi du 6 janvier 1950, relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés, est complété par un alinéa ainsi conçu :

« Ces crédits ne sont pas imputables sur le montant »
 « maximum des engagements couverts par la garantie de »
 « bonne fin que l'Etat accorde aux établissements de crédit »
 « en vertu des dispositions légales régissant ceux-ci. »

JUSTIFICATION.

Le Gouvernement estime utile de voir préciser — ainsi que le faisaient déjà les dispositions légales antérieures maintenues en vigueur par l'article 68 de la loi du 1^{er} octobre 1947 — que les crédits de restauration ne s'imputent pas sur le montant maximum des engagements que certains établissements de crédits ne peuvent dépasser sans perdre la garantie de bonne fin de l'Etat.

C'est ainsi que les engagements de l'Institut National de Crédit Agricole ne peuvent excéder un maximum que la loi du 26 mars 1949 a fixé à un milliard de francs. Il ne fait aucun doute que cette loi n'a

en de als compensatie bedoelde afstand der nieuwe percelen behelsde, derwijze dat de vroegere funderingen aanleiding geven tot vergoeding hetzij wegens oorlogsschade wanneer zij door oorlogshandelingen onbruikbaar gemaakt werden, hetzij, in het tegenovergestelde geval, wegens onteigening. Voor het gedeelte, dat beschouwd wordt als onbruikbaar gemaakt zijnde door oorlogshandelingen, is afwijking van de algemene beginselen niet te rechtvaardigen. Het lijkt geen twijfel dat, voor dit gedeelte, de belanghebbenden precies op dezelfde manier dienen behandeld te worden als de gewone getroffen, wie het vrij staat te bouwen waar zij wensen, hetzij op de vroeger hetzij op een nieuwe plaats.

B. — Wat de uit stedenbouwkundige voorschriften voortvloeiende bijkomende uitgaven voor wederopbouw betreft, behoudt de huidige Regering het voorstel dat vroeger werd gedaan en dat er toe strekt ze door middel van herstellkredieten te dekken.

Daarentegen, is zij, terugkomend op het door de commissie ingediende amendement op artikel 9, par. 2, A, der wet van 1 October 1947, de mening toegedaan dat het niet mogelijk is een verhoging der herstellvergoeding toe te staan wanneer het gaat over de uitbreiding in omvang of oppervlakte van het onroerend goed of over om het even welke veranderingen of wijzigingen, die daaraan, van binnen, aangebracht moeten worden. In deze gevallen valt het inderdaad niet te betwisten dat de eigenaar zich hierdoor zou verrijken, zoals aangestipt werd door het Kamerlid, dat, in de Commissie, de voorstellen met betrekking tot de uit stedenbouwkundige voorschriften voortvloeiende uitgaven uitgewerkt heeft. Dit lid liet zich uit als volgt (Parlementair Stuk N° 643 — 1950/1951) : « Wanneer de aan een getroffen opgelegde uitgaven een renderend karakter dragen (bv. verplichting een verdieping bij te bouwen), is het normaal te noemen dat de getroffen deze uitgaven draagt vermits hij er per slot van rekening baat zal bij vinden.

Het staat overigens buiten kijf dat de overige stedenbouwkundige voorschriften (wijzigingen aan te brengen aan de gevel) eveneens een waardevermeerdering van het goed tot gevolg hebben. Daar, eensdeels, deze waardevermeerdering evenwel minder gevoelig is ten opzichte van het bedrag der aangewende meerdere uitgaven en, anderdeels, de opgelegde wijzigingen in zekere mate eveneens de gemeenschap ten goede komen, stelt de Regering voor ze te vergoeden door middel van een vergoedingsverhoging, die gelijk is aan de helft van hun bedrag.

De Regering houdt er aan, zoals trouwens ook de Kamercommissie voor de Wederopbouw, nogmaals te wijzen op het feit dat de bepalingen, opgenomen in het door haar voorgestelde artikel 67bis, van volstrekt uitzonderlijke aard zijn.

Deze bepalingen werden ingegeven door de overweging dat de wet van 1 October 1947 uiteraard een wederopbouwwet is, die vooral tot doel heeft, de getroffen in de mogelijkheid te stellen hun goederen wederop te bouwen. Wanneer de wederopbouw van bedoelde goederen op hun vroegere plaats onmogelijk gemaakt werd door stedenbouwkundige voorschriften, die na het schadegeval en vooral gelet op de omvang van dit laatste in een bepaalde zone uitgevaardigd werden, zijn er redenen voorhanden, die een afwijking van de gemeenrechtelijke regels rechtvaardigen om de belanghebbenden in de mogelijkheid te stellen herop te bouwen op het grondgebied van hun vroegere gemeente.

Art. 33bis (nieuw).

Een artikel 33bis invoegen, dat luidt als volgt :

Artikel 4 der wet van 6 Januari 1950 betreffende de voorschotten op herstellvergoedingen voor oorlogsschade aan private goederen wordt met een als volgt luidend lid aangevuld :

« Deze kredieten worden niet aangerekend op het maximumbedrag der verbintenissen, gedekt door de waarborg van goede afloop, die de Staat aan de kredietinstellingen verleent krachtens de wetsbepalingen waar door deze laatste worden beheerst. »

VERANTWOORDING.

De Regering heeft het dienstig geacht te preciseren — zoals de vroegere, krachtens artikel 68 der wet van 1 October 1947 gehandhaafde wetsbepalingen het reeds gedaan hebben — dat de herstellkredieten niet aangerekend worden op het maximumbedrag der verbintenissen, die bepaalde kredietinstellingen niet mogen overschrijden zonder het voordeel van de Staatswaarborg van goede afloop te verliezen.

Zo 'bv. mogen de verbintenissen van het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet niet hoger liggen dan een maximum, dat bij de wet van 26 Maart 1949 op een milliard frank werd vastgesteld. Het lijkt

visé que le secteur des activités ordinaires de l'Institut en question et non celui, exceptionnel et temporaire, des crédits de restauration. Il importe d'ailleurs que le premier ne soit ni affecté ni rétréci par le développement du second.

Le Ministre de la Reconstruction,

geen twijfel dat met deze wet slechts de sector der gewone werkzaamheden van bedoeld instituut wordt beoogd en geenszins de buitengewone en tijdelijke sector der herstell kredieten. Het is overigens van belang dat de eerste noch aangetast noch ingekrompen zou worden door de uitbreiding van de tweede.

De Minister van Wederopbouw,

A. COPPÉ.

II. — AMENDEMENTS
PRESENTES PAR MM. LEFEBVRE ET REY
AU TEXTE
PROPOSE PAR LA COMMISSION.

Art. 7.

1. — Au 4^o du § 1^{er} rédiger comme suit le premier alinéa :

A titre d'abattement, il est déduit de l'indemnité de réparation une somme égale à 3.000, 10.000, 20.000, 50.000, 100.000, 200.000, 500.000, 1.000.000 de francs ou 3 % du patrimoine selon que le sinistré appartient à la catégorie A, B, C, D, E, F, G, H ou I. L'indemnité de réparation relative aux dommages causés aux meubles meublants ne donne pas lieu à abattement.

Lorsque les dommages ont été causés à la fois à des biens dépendant du patrimoine commun des époux et à des biens propres, la réduction du chef d'abattement à opérer sur l'indemnité de réparation relative aux biens propres est diminuée de la moitié de l'abattement effectivement déduit du montant de l'indemnité de réparation attribué aux biens communs.

JUSTIFICATION.

Le principe de l'abattement est incontestablement celui qui a suscité le plus d'opposition dans le monde des sinistrés qui en réclament la suppression pure et simple. Ils estiment non sans raison qu'en admettant le principe d'une loi d'intervention et non d'une loi de réparation intégrale, les coefficients de majoration par eux même déjà insuffisants constituent à eux seuls un abattement très important :

A l'application il apparaît que dans certains cas l'abattement tel qu'il est actuellement appliqué constitue une véritable spoliation et une véritable amputation du capital du sinistré.

Chacun se rend compte de cette situation, c'est ce qui explique qu'au cours de la discussion en commission différentes formules ont été proposées par des commissaires appartenant à tous les partis.

Pour éviter les objections qui ont été formulées au cours des discussions et bien que partisan en principe de la suppression de l'abattement, la formule que nous proposons aujourd'hui et qui a pour avantage de ne pas compliquer la tâche de l'administration bien au contraire respecte les montants prévus pour chaque catégorie de sinistrés mais déduit l'abattement du montant de l'indemnité de réparation au lieu de le déduire du montant du dommage valeur 1939.

2. — Au littéra A du § 1^{er}, le texte du 1^o est remplacé par ce qui suit :

1^o L'indemnité de réparation est égale à la valeur du dommage au 31 août 1939 affecté d'un coefficient de majoration déterminé selon le tableau ci-dessous :

Catégorie A : 90 % du coefficient de la réparation intégrale;

Catégorie B : 85 % du coefficient de la réparation intégrale;

II. — AMENDEMENTEN
INGEDIEND DOOR DE HEREN LEFEBVRE
EN REY OP DE TEKST
VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

Art. 7.

1. — Het eerste lid van § 1, 4^o, doen luiden als volgt :

Wegens abattement wordt van de herstelvergoeding een som afgetrokken, die 3.000, 10.000, 20.000, 50.000, 100.000, 200.000, 500.000, 1.000.000 frank of 3 % van het vermogen bedraagt, naargelang de geteisterde tot de categorie A, B, C, D, E, F, G, H of I behoort. De herstelvergoeding met betrekking tot schade aan stoffereend huisraad komt niet voor abattement in aanmerking.

Wanneer schade tegelijk werd toegebracht aan goederen die tot het gemeenschappelijk vermogen der echtgenoten behoren en aan eigen goederen, wordt het bedrag, dat wegens abattement van de herstelvergoeding met betrekking tot de eigen goederen dient afgetrokken, verminderd met de helft van het abattement dat effectief afgetrokken werd van het bedrag der herstelvergoeding die voor de gemeenschappelijke goederen werd toegekend.

VERANTWOORDING.

Het beginsel van het abattement heeft onbetwistbaar het meeste verzet uitgelokt onder de geteisterden, die vragen dat het zonder meer zou worden afgeschaft. Zij meenen, niet zonder reden, dat door het aannemen van het beginsel van een wet tot tussenkomst en niet van een wet tot integrale vergoeding, de verhogingscoëfficiënten alleen, die op zichzelf reeds ontoereikend zijn, reeds een zeer belangrijk abattement uitmaken.

In de praktijk blijkt het dat het abattement, zoals het thans wordt toegepast, in sommige gevallen een werkelijke beroving en een werkelijke vermindering van het kapitaal van de geteisterde medebrengt.

Iedereen geeft zich rekenschap van die toestand. Dit verklaart waarom tijdens de bespreking in de Commissie verschillende formules werden voorgesteld door leden uit alle partijen.

Om de bezwaren te vermijden die tijdens de bespreking werden geuit, en alhoewel in beginsel uitgaande van de afschaffing van het abattement, eerbiedigt de hier door ons voorgestelde formule, die het voordeel biedt dat zij de taak van het Bestuur niet ingewikkelder maakt, wel integendeel, de bedragen die werden bepaald voor iedere categorie van geteisterden, doch het abattement wordt afgetrokken van de herstelvergoeding in plaats van het af te trekken van het bedrag van de schade, waarde 1939.

2. — In de eerste paragraaf, littéra A, de tekst van 1^o vervangen door wat volgt :

1^o De herstelvergoeding is gelijk aan de waarde van de schade op 31 Augustus 1939, waarop een verhogingscoëfficiënt wordt toegepast, bepaald volgens onderstaande tabel :

Categorie A : 90 % van de coëfficiënt der integrale vergoeding;

Categorie B : 85 % van de coëfficiënt der integrale vergoeding;

Catégorie C : 75 % du coefficient de la réparation intégrale;

Catégorie D : 65 % du coefficient de la réparation intégrale;

Catégorie E : 55 % du coefficient de la réparation intégrale;

Catégorie F : 50 % du coefficient de la réparation intégrale;

Catégorie G : 45 % du coefficient de la réparation intégrale;

Catégorie H : 40 % du coefficient de la réparation intégrale.

JUSTIFICATION.

Dans la loi du 1^{er} octobre 1947, seul le coefficient de réparation intégrale est variable en rapport avec le coût réel de la reconstruction. Les autres coefficients d'indemnisation sont fixes et invariables quelle que soit l'évolution du coût réel de la reconstruction.

Les coefficients d'indemnisation intégrale étant fixés par région, il faut souligner que l'application d'un coefficient constant lèse le sinistré d'une région où la construction est chère par rapport à des sinistrés d'une région où la construction est relativement bon marché.

Le législateur de 1947 a fixé pour chacune des catégories l'indemnité à un certain niveau par rapport au chiffre de la réparation intégrale. Il ne faut pas que cet écart puisse varier ce qui serait le cas dans l'hypothèse d'une hausse du coût de la construction: la conséquence en serait que plus le sinistré aurait dû attendre pour toucher son indemnité, plus celle-ci restera éloignée du coût réel de la reconstruction.

Le présent amendement a pour conséquence que les frais de reconstruction ou de restauration seront calculés à leur coût intégral pour tous les sinistrés; ceux-ci restant classés en catégories sur la base de leur patrimoine au 9 octobre 1944, toucheront leurs indemnités sur la base de l'échelle indiquée plus haut dans le texte.

Il y a lieu de remarquer que cette méthode n'entraîne aucun travail supplémentaire car le chiffre d'indemnisation intégral doit toujours être recherché pour déterminer le montant possible des crédits de restauration; le tranche d'opération à effectuer par l'administration ne sera en aucune manière augmentée.

Notre amendement a également pour conséquence d'améliorer dans une mesure qui reste modeste la situation des sinistrés appartenant aux classes moyennes A, B, C.

3. — Au littéra A du § 1^{er} ajouter au 2^e, 3^e ligne, après les mots « catégorie A », les mots « catégorie B et C ».

JUSTIFICATION.

La loi du 1^{er} octobre 1947 a incontestablement sacrifié les intérêts des sinistrés appartenant aux classes moyennes modestes catégories B et C. L'application de la loi actuelle place les sinistrés de ces catégories dans des situations particulièrement difficiles. Le présent amendement tend à corriger cette situation en permettant aux sinistrés des catégories B et C comme il est prévu au projet pour le sinistré de la catégorie A de bénéficier de la réparation intégrale pour un immeuble d'habitation pour une tranche de 80.000 francs de la valeur 1939.

4. — In fine du littéra D (Equipement d'exploitation, fixe ou mobile et biens assimilés) du § 1^{er} supprimer les mots : « après réduction de l'abattement forfaitaire ».

JUSTIFICATION.

Cette modification met le texte du littéra D en concordance avec la disposition prévue au § 1^{er}-4^e de l'article 7.

5. — Au littéra E (Stocks) du § 1^{er} insérer, entre les 1^{er} et 2^e alinéas, un alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois la partie des stocks correspondant à l'approvisionnement normal de l'entreprise dans la période de référence 1936-38 est indemnisée sur la base de la valeur au 31 août 1939 affectée d'un coefficient qui ne peut être supérieur à 2 : »

Catégorie C : 75 % van de coëfficiënt der integrale vergoeding;

Catégorie D : 65 % van de coëfficiënt der integrale vergoeding;

Catégorie E : 55 % van de coëfficiënt der integrale vergoeding;

Catégorie F : 50 % van de coëfficiënt der integrale vergoeding;

Catégorie G : 45 % van de coëfficiënt der integrale vergoeding;

Catégorie H : 40 % van de coëfficiënt der integrale vergoeding.

VERANTWOORDING.

In de wet van 1 October 1947 is alleen de coëfficiënt van de integrale vergoeding verschillend naargelang van de werkelijke levensduurte. De andere vergoedingscoëfficiënten zijn vast en onveranderlijk, afgezien van de ontwikkeling van de werkelijke wederopbouwkosten. Daar de coëfficiënten der integrale vergoeding worden vastgesteld per streek, dient er op gewezen dat de toepassing van een vaste coëfficiënt nadeel berokkent aan de geteisterde van een streek waar het bouwen duur is in vergelijking met de geteisterde van een streek waar dit betrekkelijk goedkoop is.

Door de wetgeving van 1947 werd de vergoeding voor iedere categorie vastgesteld op een zeker bedrag in verhouding tot het cijfer der integrale vergoeding. Dit verschil mag niet veranderen, wat het geval zou zijn in de onderstelling van een stijging van de bouwkosten; het gevolg daarvan zou zijn dat, hoe langer de geteisterde zou moeten wachten om zijn vergoeding te ontvangen, hoe meer deze van de werkelijke kosten van wederopbouw zou verwijderd blijven.

Dit amendement heeft ten gevolge dat de kosten van wederopbouw of van herstel worden berekend tegen de integrale waarde er van voor alle geteisterden; deze blijven gerangschikt in categorieën op grond van hun vermogen op 9 October 1944. Zij zullen hun vergoedingen ontvangen volgens de schaal die hoger in de tekst voorkomt.

Er weze aangestipt dat dergelijke methode tot geen bijkomend werk aanleiding geeft, daar het cijfer voor de integrale vergoeding steeds berekend moet worden om het mogelijke bedrag van de herstell kredieten vast te stellen; de reeks van de verrichtingen die door het bestuur moeten worden uitgevoerd zal in geen geval verhoogd worden.

Ons amendement heeft eveneens ten gevolge dat de toestand van de geteisterden van categorieën A, B, C, die tot de Middenstand behoren, zij het ook in geringe mate, verbeterd wordt.

3. — Aan littera A van § 1, 2^e, 3^{de} regel, na de woorden « categorie A », de woorden « categorie B en C » toevoegen.

VERANTWOORDING.

Bij de wet van 1 October 1947 werden ongetwijfeld de belangen opgeofferd van de geteisterden die tot de lagere middenstand, categorieën B en C, behoren. De toepassing van de thans geldende wet brengt deze categorieën in een bijzonder moeilijke toestand. Dit amendement strekt er toe, deze toestand te verhelpen door de geteisterden der categorieën B en C, zoals bij het wetsontwerp bepaald is ten gunste van de geteisterden van categorie A, de mogelijkheid te verschaffen om het genot te bekomen van de integrale vergoeding voor een woning, ten belope van een schijf van 80.000 frank, waarde 1939.

4. — In fine van littera D (Vaste of verplaatsbare exploitatie-inrusting en daarmee gelijkgestelde goederen) van § 1, de woorden weglaten : « na aftrek van het forfaitair abattement ».

VERANTWOORDING.

Deze wijziging brengt de tekst van littera D in overeenstemming met het bepaalde in § 1-4^e van artikel 7.

5. — Onder littera E (Stocks) van § 1, tussen het eerste en het tweede lid, een lid invoegen, dat luidt als volgt :

« Nochtans zal het gedeelte der stocks dat overeenstemt met de normale bevoorrading van de onderneming tijdens de referentieperiode 1936-38 vergoed worden op grond van de waarde op 31 Augustus 1939, berekend met een coëfficiënt die niet hoger mag zijn dan 2. »

JUSTIFICATION.

La remise en activité des entreprises industrielles, commerciales et agricoles n'est possible que si elles peuvent disposer du stock de marchandises correspondant aux quantités indispensables pour assurer la marche normale de l'entreprise. Le présent amendement fait une distinction entre ce stock qui correspond aux besoins normaux de l'entreprise et un stock qui dépasserait ceux-ci. Pour le premier, où il est indispensable que le sinistré puisse reconstituer sans délai, il est prévu un coefficient maximum 2; pour le second l'indemnisation est basée sur la valeur 1939.

6. — Ajouter au littéra A du § 2 (Majoration et réduction de l'indemnité de réparation) un 5^e libellé comme suit :

« 5^e Du montant de l'intérêt calculé sur les dites indemnités, à partir du 1^{er} janvier 1951, au taux prévu pour les crédits de restauration accordés conformément à l'article 13 de la présente loi. »

JUSTIFICATION.

L'inégalité de traitement entre les sinistrés qui ont déjà obtenu indemnisation et ceux qui l'attendent encore ne cesse de s'aggraver.

Il est contraire à toute justice que l'indemnité ne porte aucun intérêt alors que l'époque de sa mise en paiement varie de plusieurs années d'un sinistré à l'autre.

La législation de 1919 avait prévu l'octroi d'un intérêt; la législation de 1945 sur les fonds bloqués également.

L'amendement aurait instamment pour conséquence que les intérêts actuellement payés par les sinistrés pourraient être transférés directement par la Caisse autonome des dommages de guerre aux organismes de crédit.

En vue de ne pas obliger l'administration à revoir tous les dossiers terminés, l'amendement ne propose l'octroi d'un intérêt qu'à partir du 1^{er} janvier 1951.

VERANTWOORDING.

Het weder in werking stellen der nijverheids-, handels- en landbouw-ondernemingen is slechts mogelijk indien zij over de goederenstocks mogen beschikken welke overeenstemmen met de hoeveelheden die onontbeerlijk zijn voor de gewone werking der onderneming. Dit amendement maakt een onderscheid tussen de stocks welke overeenstemmen met de normale behoeften van de onderneming en een stock welke deze zou overtreffen. Voor de eerste, waar het onontbeerlijk is dat de geteisterde zonder verwijl tot de wedersamenstelling zou kunnen overgaan, wordt maximum-coëfficiënt 2 voorzien; voor de tweede, geschiedt de vergoeding op grond van de waarde 1939.

6. — Aan littera A van § 2 (Vermeerdering en vermindering van de herstelvergoeding) een 5^e toevoegen, dat luidt als volgt :

« 5^e Het bedrag van de op genoemde vergoedingen berekende interest, van 1 Januari 1951 af, tegen de rentevoet bepaald voor de wederopbouwkredieten die worden toegekend overeenkomstig artikel 13 van deze wet. »

VERANTWOORDING.

De ongelijkheid tussen de behandeling van de geteisterden die reeds schadeloos werden gesteld en die welke steeds wachten, wordt met de dag scherper.

Het is in strijd met de rechtvaardigheid dat de vergoeding geen interest zou opleveren, ofschoon het tijdstip van haar betaalbaarstelling over verscheidene jaren schommelt van de ene geteisterde tot de andere.

In de wetgeving van 1919, evenals in die van 1945 betreffende de geblokkeerde gelden, werd de toekenning van een interest in t' vooruitzicht gesteld.

Het amendement zou onder meer ten gevolge hebben dat de interesten die thans door de geteisterden worden betaald aan de kredietinstellingen, reschtstreeks overgemaakt zouden worden aan de Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade.

Ten einde aan het bestuur niet de verplichting op te leggen alle afgehandelde dossiers te herzien wordt bij het amendement voorgesteld, de interest slechts van 1 Januari 1951 af te verlenen.

R. LEFEBVRE.
J. REY.